

Profiter de la mondialisation pour se développer

*Par Jacques Orsoni**

L'idée de développement économique commença d'émerger dans le discours politique et dans la conscience collective insulaire au cours des années 1970. Ici comme ailleurs, le mot développement est synonyme de progrès, d'augmentation du niveau de vie provenant de la croissance. A des taux divers, cette dernière s'étend, en effet, à toute la terre, dans le cadre du processus généralisé des échanges que l'on nomme la mondialisation. Pour répondre aux attentes de mieux-être des corses, des plans ont fleuri, depuis des années, dont le dernier en date, le Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (Padduc), devrait être bientôt soumis à nos conseillers territoriaux.

Les corses peuvent-ils connaître, un jour prochain, une amélioration de leurs conditions de vie, alors que c'est encore le développement non-durable qui continue de sévir dans l'île ?

Au cours de l'histoire, la Corse n'a jamais été fortunée; de nos jours, elle reste pauvre. Ainsi, l'île ne présente aucun des caractères d'un pays développé et économiquement autonome. Une fonction publique hypertrophiée par comparaison au chétif secteur privé, une substantielle proportion d'aide publique, un commerce extérieur déficitaire des petites entreprises peu compétitives et souvent assistées, tels sont les traits qui caractérisent notre médiocre «modèle économique».

Il résulte de ces singularités que tout le mécanisme économique insulaire est commandé par la demande finale et non pas par une offre compétitive provenant des entreprises. En conséquence, toute injection de revenu supplémentaire –une augmentation des fonctionnaires ou des dépenses supplémentaires provenant des touristes par exemple– profite quelque peu aux commerçants locaux, mais grossit surtout les ventes des firmes lointaines produisant les biens acquis par les consommateurs corses. Voilà donc la mondialisation «a l'usu corsu» en action: un flot d'entrée de marchandises venant de tous les cantons de la planète, des 4X4 japonais ou des tomates hollandaises. Dans le sens inverse, un maigre flux d'exportations, composées pour l'essentiel de vin et d'agrumes, représentant moins de 15% de la masse des importations.

Comment sortir de cette impasse et profiter de l'extension des échanges ?

Les rédacteurs du Padduc nous proposent une solution : développer le tourisme et l'économie résidentielle, au point où l'on verrait s'installer 38 000 nouveaux venus au terme du plan ! Certes, des revenus supplémentaires arriveraient alors en Corse. Ils profiteraient aux entrepreneurs du bâtiment, aux promoteurs immobiliers, aux commerçants, aux hôteliers et aux restaurateurs. Mais les touristes continueraient, comme les corses, de consommer des produits importés. La rente ne serait plus administrative; elle proviendrait du tourisme et de l'économie résidentielle. Or, il est toujours dangereux et malsain de vivre de rente: celle-ci peut en effet s'amoinrir; elle ne profite pas à tout le monde et elle n'encourage pas l'esprit d'entreprise.

Profiter de la mondialisation pour se développer

Sortir de la situation de rentier ou d'assisté suppose que le secteur privé productif corse se fortifie et devienne l'instigateur du développement. Pour cela, il est nécessaire qu'un certain nombre d'entreprises locales entrent dans le jeu de la mondialisation où, pour être à la hauteur, il convient d'acquérir des avantages comparatifs puissants. Il ne s'agit pas de viser l'autarcie qui serait incompatible avec la division du travail propre au capitalisme mondialisé. Mais, il convient de diversifier les gammes de production de nos entreprises, de façon à exporter et à répondre aux besoins du marché insulaire élargi.

Une théorie, dite de la base, permet de mieux comprendre.

Cette explication avance qu'un territoire, telle la Corse dans son ensemble, ne se développe qu'en fonction de ce qu'il est capable de vendre à l'extérieur. Les firmes qui vendent hors du marché local, comme celles dédiées au tourisme que l'on considère comme des sources d'« exportations intérieures », constituent le secteur de base. Les autres entreprises, plus modestes, s'en tiennent au marché domestique. Or, c'est le secteur de base qui alimente le développement économique et plus largement l'enrichissement territorial. Il faut donc exporter, au loin et à l'intérieur.

C'est le produit de ces échanges, à savoir le revenu, d'où qu'il vienne, qui fortifie l'économie locale et stimule une création d'emplois plus diversifiés et plus riches.

* Professeur émérite à l'Université de Corse